

Dettes, austérité

Ce n'est pas à nous de payer !

Le deuxième plan d'austérité du gouvernement Sarkozy risque de ne pas être le dernier s'il n'y a pas de mobilisations d'ampleur pour imposer d'autres choix. Au nom de la dette, les gouvernements et les institutions européennes veulent faire payer la crise à la majorité des populations en occultant les véritables causes et les véritables responsables de ce marasme économique.

La crise de 2007, venue des USA, continue de produire ses effets. Depuis l'hiver 2009, le transfert, aux Etats, des dettes privées du secteur financier et bancaire a fait exploser les dettes publiques. La spéculation sur celles-ci est menée par ceux-là même qui ont provoqué cette crise. Les gouvernements européens ont supprimé toute possibilité aux banques centrales de financer directement les Etats à des taux quasi nuls, obligeant ces derniers à recourir aux marchés financiers pratiquant des taux élevés.

Ni le G20, ni l'Union européenne n'ont la volonté de sortir de l'emprise des marchés financiers, de réformer le système bancaire et d'éradiquer l'inégale répartition des richesses.

Des politiques fiscales favorables aux riches

Le problème essentiel est le manque de recettes. La crise a conduit à l'augmentation des déficits par la baisse des recettes fiscales, le renflouement des banques et le plan de relance. Ce sont les puissances financières qui sont responsables de cette situation. Contrairement aux affirmations du MEDEF et du gouvernement, les dépenses publiques ont baissé de 55 % en 1993 à 52 % du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2007. Et contrairement au parallèle stupide fait avec la situation d'un ménage surendetté (qui, lui, ne décide pas de ses revenus), les gouvernements ont tout pouvoir pour imposer une contribution maximum aux classes dominantes qui engrangent des milliards de bénéfices.

Depuis des années, les différents gouvernements font des cadeaux aux plus riches : cela entraîne une diminution des recettes de l'Etat. Les niches fiscales et les exonérations de cotisations patronales, génèrent un manque à gagner considérable pour la collectivité. Depuis des années, la fraude fiscale, qui rapporte d'abord aux entreprises et aux ménages les plus riches, coûte au budget de l'Etat 40 à 50 milliards par an.

Sans ces cadeaux, la France aurait connu un excédent budgétaire en 2006, 2007 et 2008 et le déficit budgétaire lié à la crise financière aurait été en 2009 de 3,3 % au lieu de 7,5 % du PIB.

Des années de dérèglementation financière et de vol des richesses produites par les salarié-es

Au niveau mondial et européen, les politiques ultralibérales ont favorisé la libre circulation des capitaux, l'explosion des produits financiers opaques et sans contrôle, la course aux profits au détriment des salarié-es et de la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux du plus grand nombre, ainsi que l'aggravation de la crise écologique. En France, les profits des entreprises ont explosé et ce sont 180 milliards d'euros supplémentaires par an qui ont alimenté les bulles spéculatives au lieu de profiter aux salarié-es et à la création d'emplois.

Refusons de payer leur crise, imposons d'autres choix

Les dernières mesures de N. Sarkozy attaquent une fois de plus les couches moyennes et populaires en sauvegardant l'essentiel des privilèges des nantis et des intérêts du patronat.

Le relèvement du taux de TVA de 5,5% à 7%, hors produits dits de première nécessité, va grever le pouvoir d'achat des plus modestes, et on peut craindre une généralisation à terme du taux de 7%. La non indexation en fonction de l'inflation des seuils du barème de l'impôt sur le revenu, des prestations familiales et des aides au logement, va aussi frapper les plus modestes. L'avancement à 2017 du relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans va obliger les générations nées entre 1952 et 1956 à cotiser davantage et à partir plus tard.

Dans le même temps, de nombreux acquis fiscaux (en matière d'impôt sur les sociétés ou d'impôt de solidarité sur la fortune dont la baisse de 2 milliards d'euros n'est pas remise en cause) sont maintenus. Le gouvernement ne prend aucune mesure forte de taxation du capital, d'abrogation massive des niches fiscales ou de lutte contre la fraude fiscale. Une autre politique est possible en récupérant plusieurs dizaines de milliards d'euros de recettes perdues, du fait des contre-réformes fiscales successives réalisées au profit des plus riches et du patronat. Un autre partage des richesses est possible en modifiant la répartition entre salaires et profits et en instaurant une réforme fiscale radicale sur les revenus et les patrimoines. Sortir de l'emprise des marchés est possible en permettant aux banques centrales de financer directement les Etats, à des taux quasi nul.

Il faut mettre un coup d'arrêt à ces plans d'austérité qui se succèdent et n'ont qu'un seul but : faire payer au prix fort la crise par les salarié-es, les chômeurs et les chômeuses, les jeunes et les retraité-es. Il est temps de reconstruire un rapport de force et de reprendre le chemin des mobilisations sociales pour faire reculer ce gouvernement. Pour relever ce défi, l'union syndicale Solidaires mettra toutes ses forces pour construire l'unité syndicale nécessaire. C'est en ce sens que nous avons proposé une rencontre unitaire nationale et interprofessionnelle à toutes les organisations syndicales.

Les politiques d'austérité sévissent partout en Europe et les journées de grève générale se multiplient (Grèce, Italie, Espagne, Portugal). La coordination européenne de ces luttes doit être à l'ordre du jour pour imposer d'autres politiques.